

Factsheet Éthiopie

mai 2022

1 Faits et chiffres (voir également [BBC](#))

Violence



Carte, [BBC](#) 2018-2021

11 États régionaux ethniques et deux villes-régions. Addis-Abeba et Dire Dawa (villes-régions), Afar, Amhara, Benishangul Gumuz, Gambela, Harar, Oromia, Sidama (depuis le 18 juin 2020), Somali, Tigré, Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS), Éthiopie du Sud-Ouest (depuis novembre 2021)

Plus de 80 groupes ethniques. Oromos 34,5 %, Amharas 26,9 %, Somalis 6,2 %, Tigréens 6,1 %

Population. [115 millions](#) de personnes selon les estimations. [L'urbanisation](#) progresse rapidement. En 2015, 20 % de la population éthiopienne vivait dans des zones urbaines.

Appartenance religieuse ([estimations 2016](#)) . 43,8 % de la population appartient à l'Église orthodoxe éthiopienne, 31,3 % d'éthiopien-ne-s sont musulman-e-s et 22,8 % protestant-e-s. Les [Tigréen-e-s et les Amharas](#) sont à majorité chrétienne, tandis que les Afars, les Somalis et environ la moitié des Oromos sont musulman-e-s.

Système politique (EPP, [fédéralisme ethnique](#)). l'EPRDF (*Ethiopian Peoples' Revolutionary Democratic Front*) dirigeait le pays, emmené par le TPLF (*Tigray People Liberation Front*) de 1991 à l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed en avril 2018. En décembre 2019, l'EPRDF a été dissout et remplacé par [l'Ethiopian Prosperity Party](#) (EPP). Tous les partis rassemblés sous l'EPRDF et tous ses partis alliés, à l'exception du TPLF, se sont regroupés sous [l'EPP](#) : l'Oromo Democratic Party (ODP), l'Amhara Democratic Party (ADP), le Southern Ethiopian People's Democratic Movement (SEPDM), l'Afar National Democratic Party (ANDP), le Somali Democratic Party (SDP), le Harari National League (HNL), le Benishangul Gumuz People's Democratic Party (BDP) et le Gambella People's Unity Democratic Movement (GPUDM).

2 Profils à risque

- **Opposition politique, personnes critiques à l'égard du gouvernement, journalistes, personnel des médias.** Les personnes critiques à l'égard du gouvernement, y compris le personnel des médias, les activistes sur les réseaux sociaux, les [partisan-e-s et les sympathisant-e-s](#) (y compris leur famille) de l'*Oromo Liberation Front* (OLF), des *Queerroo*, de l'*Oromo Federalist Congress* (OFC), des partis nationalistes Amhara (tels que le NAMA et le Baladera), du TPLF ou des mouvements séparatistes. En mai 2021, le gouvernement éthiopien a qualifié le TPLF et l'*Oromo Liberation Army* (OLA) d'« [organisations terroristes](#) ». Depuis, les partisan-e-s de ces partis sont massivement persécuté-e-s.
- **Femmes.** Dans le conflit du Tigré, les [viols](#), la torture et l'esclavage sexuel sont utilisés comme des armes de guerre contre les femmes et les filles. Les femmes, en particulier les femmes célibataires, souffrent de discriminations et de violences sexuelles et de violences spécifiques au genre (mariage forcé, [MGF](#)).
- **Enfants.** MGF, mariage forcé. Les jeunes membres des *Queerroo* et d'autres mouvements de jeunesse qui ont participé à des protestations.
- **LGBTQI.** Les actes homosexuels sont interdits et passibles de 15 ans d'emprisonnement. La stigmatisation, les tabous et la discrimination sont ancrés dans la société. Il n'existe pas de protection contre la discrimination ou les crimes haineux.
- **Appartenance à certains groupes ethniques.** Surtout le long des frontières entre les régions. Le contexte concret et la situation individuelle sont des facteurs déterminants. Les Tigréen-ne-s sont persécuté-e-s dans tout le pays. Les organisations de défense des droits humains parlent de « [nettoyage ethnique](#) ».
- **Personnes réfugiées érythréennes.** Expulsion de personnes vivant dans les [camps de réfugié-e-s](#) dans la région du Tigré, homicides, déportations vers l'Érythrée.

3 Derniers développements

Détérioration de la situation sécuritaire. La situation humanitaire et celle des droits humains se sont encore [détériorées](#) en 2021. La population civile est exposée au conflit dévastateur dans la région du Tigré, aux exactions des forces de sécurité, aux attaques des groupes armés et aux violences ethniques meurtrières.

Conflit dans la région du Tigré. L'intervention militaire des forces armées éthiopiennes (en collaboration avec les troupes érythréennes et les milices Amhara) contre le TPLF, ordonnée le 3 novembre 2020, et les conséquences de cette intervention brutale ont encore accru l'incertitude politique. Les forces gouvernementales et leurs alliés se sont livrés à des [expulsions forcées](#), des [massacres](#), des [violences sexuelles](#) à large échelle, des [bombardements aveugles](#), des pillages et des attaques d'[écoles](#) et d'[hôpitaux](#). Au milieu de l'année 2021, environ 350 000 personnes risquaient de mourir de faim à la suite de ces violences. Lorsque les forces gouvernementales se sont en grande partie retirées du Tigré à la fin juin 2021, elles ont imposé un [siège](#) à la région et empêché l'aide humanitaire d'y parvenir (utilisation de la faim comme arme de guerre). Le conflit s'est étendu aux régions Amhara et Afar, entraînant là aussi des [déplacements](#) massifs de la population. Les forces tigréennes ont également commis de graves violations des droits humains dans la [région Amhara](#). Une enquête sur les violences commises dans le Tigré, menée par la *Commission éthiopienne des droits de l'homme* et le *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme* (HCDH), a conclu que toutes les parties au conflit du Tigré ont gravement violé le droit international

relatif aux droits humains, le droit international humanitaire et le droit des réfugié-e-s. Certaines de ces violations peuvent être qualifiées de crimes internationaux, notamment de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. En mars 2022, le gouvernement éthiopien a décrété un [cessez-le-feu humanitaire](#). Selon les informations fournies par les *Nations Unies*, 9,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans les trois régions du nord du pays, à savoir l'Amhara, l'Afar et le Tigré.

Actions contre les Tigréen-ne-s. En dehors du Tigré, les autorités éthiopiennes ont procédé à des arrestations arbitraires, à des disparitions forcées ou à des fermetures arbitraires des commerces de dizaines de personnes appartenant à une ethnie tigréenne. Les [arrestations](#) de Tigréen-ne-s se sont multipliées après la déclaration d'état d'urgence généralisé le 4 novembre 2021.

Élections. Les [élections](#) se sont déroulées dans un contexte marqué par des restrictions des libertés d'expression et d'association et par l'insécurité dans plusieurs régions. En juin 2021, l'EPP a été réélu ([410 des 436](#) sièges du Parlement). En octobre 2021, Abiy Ahmed a prêté serment pour un nouveau mandat de cinq ans. Dans le Tigré et dans certaines parties des régions Oromia, Amhara, Afar et Benishangul Gumuz, les élections n'ont pas eu lieu en raison de l'insécurité. L'OFC, l'OLF, et le *Ogaden National Liberation Front* (ONLF) ont boycotté les élections.

Ethno nationalisme et augmentation des conflits ethniques. Les conflits ethniques et les courants ethno nationalistes sont en très forte augmentation depuis avril 2018. En 2021, des tensions dans le [Benishangul Gumuz](#) ont conduit à une escalade de la violence. Dans la région Amhara, le meurtre d'un Imam en mars 2021 a déclenché des épisodes de violence intercommunautaire. Des [centaines](#) d'habitant-e-s des régions Amhara et Oromo ont été tué-e-s et plus de 200 000 personnes ont été déplacées. Des milliers de personnes appartenant à la minorité [Qimant](#) ont fui vers le Soudan au milieu de l'année 2021, après les attaques de villages par les forces éthiopiennes et les milices Amhara. Le [conflit](#) entre les communautés Afar et Somali au sujet des contentieux territoriaux s'est intensifié, impliquant les forces régionales des deux camps, causant la mort de centaines de personnes et le déplacement de milliers d'autres en mars et en juillet 2021.

Le gouvernement recourt à nouveau aux anciens instruments de répression. Le nombre d'arrestations de personnes critiquant le gouvernement, y compris les membres de l'opposition et le [personnel des médias](#) s'est à nouveau [accru](#). Des exécutions extrajudiciaires, des arrestations massives, des détentions arbitraires et des violences contre des civils ont eu lieu dans plusieurs régions touchées par les conflits et l'insécurité. En [Oromia](#), de nouveaux rapports font état d'arrestations, de détentions et d'exécutions sommaires de civils oromos accusés de soutenir l'OLA. [L'état d'urgence](#), décrété à l'échelle nationale le 4 novembre 2021, confère au gouvernement des pouvoirs étendus, ce qui augmente le risque d'arrestations et de détentions arbitraires de groupes vulnérables et peut avoir un effet dissuasif sur les activités humanitaires, les médias, les groupes d'activistes et les organisations de défense des droits humains. Dans la région du Tigré, le gouvernement a interrompu l'accès à [Internet](#) pendant toute l'année 2021. Les lignes téléphoniques n'étaient que partiellement fonctionnelles jusqu'en juin 2021, date à laquelle elles ont été interrompues à nouveau.

4 Pratique des autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2021. Taux de reconnaissance 27 %, taux de protection 64,4 % (décision positive + AP). Ces deux valeurs ont augmenté par rapport à l'année 2019 (taux de reconnaissance 15,3 %, taux de protection 45,9 %). Alors que le SEM considérait encore fin janvier 2021 que les retours forcés vers l'Éthiopie étaient en principe justifiables, il a, selon les [rapports des médias](#) de décembre 2021, suspendu tous les renvois vers l'Éthiopie jusqu'à nouvel ordre.